

Confédération Suisse
Département fédéral de justice et police
3003 Berne

e-mail **Revision_URG@ipi.ch**

Lausanne, le 9 mars 2016

Modifications de la loi sur le droit d'auteur : procédure de consultation

Madame la Conseillère fédérale,
Mesdames, Messieurs,

La révision de la loi sur le droit d'auteur et les droits voisins fait l'objet d'une procédure de consultation publique. Nous nous permettons de vous adresser ci-après notre prise de position sur deux points qui nous préoccupent particulièrement.

Auteurs actifs sur scène, à la radio et à la télévision, nous avons confié depuis longtemps la gestion de nos droits à la Société Suisse des Auteurs. Pour nous, les droits les plus importants relèvent du domaine libre, non obligatoirement gérée par une société de gestion de droits : il s'agit des droits de représentation scénique et des droits de diffusion. La SSA les gère collectivement pour presque 3000 affiliés directs.

Selon les informations qui nous sont parvenues, le Conseil fédéral envisage d'étendre le contrôle fédéral sur la gestion collective de deux manières : d'une part, il propose d'étendre sa surveillance sur tous les domaines de gestion de droits, même ceux qui ne relèvent pas d'une autorisation obligatoire de l'Etat selon la loi en vigueur ; d'autre part, l'Institut fédéral de la Propriété Intellectuelle (IPI) pourrait apprécier à l'avenir le caractère « approprié » de la gestion et même intervenir dans les règles de répartition de tous les droits.

Nous estimons que cela porterait atteinte à la garantie de la propriété et à la liberté économique qui nous sont garantis par la Constitution, sans que cela ne soit justifié par un but d'intérêt public. Cela serait également contraire au principe général du droit d'auteur qui prévoit que « L'auteur a le droit exclusif de décider si, quand et de quelle manière son œuvre sera utilisée. » (article 10, al. 1, LDA).

Il nous paraît particulièrement injuste, voire discriminatoire, que cette surveillance ne s'appliquerait pas à un éditeur ou à une société commerciale – elle ne s'applique qu'aux coopératives de gestion sans but lucratif que les auteurs ont fondées eux-mêmes pour se décharger d'un travail administratif, pour bénéficier d'un certain nombre de prestations et se regrouper sur le plan juridique. Le droit d'auteur occupe une place importante dans notre activité professionnelle.

Nos revenus sont d'ailleurs constitués pour une part non négligeable de droits d'auteur et nous avons donc tout intérêt à suivre de près le travail de la société à qui nous les confions. L'Etat n'a pas besoin de renforcer son contrôle sur les coopératives de gestion, les sociétaires que nous sommes s'en chargent : nous assistons à toutes les assemblées générales et nous élisons les administrateurs qui sont toujours, à la SSA, des auteurs eux-mêmes. Nous estimons que les auteurs doivent avoir le droit de déterminer eux-mêmes la gestion de leurs coopératives, par l'intermédiaire des organes prévus dans les statuts. L'Etat n'a pas à juger si nos décisions sont « appropriées », le cadre légal s'appliquant par ailleurs aux coopératives de gestion de droit comme à toute société établie en Suisse.

Dans le domaine où l'Etat ne confie pas de monopole aux sociétés, nous considérons également que ce sont les auteurs eux-mêmes qui doivent décider des règles de répartition.

Le renforcement de la surveillance étatique aurait pour conséquence inévitable une augmentation des frais de gestion des sociétés – et comme ces frais sont déduits des droits qui sont perçus en notre faveur, c'est nous qui devrions assumer les coûts d'une surveillance qui est inutile et dont nous ne voulons pas !

Pour toutes ces raisons, nous souhaitons vous communiquer notre opposition à la révision des actuels art. 40, 41, 42, 43, 48 et 53 LDA, ainsi qu'à l'article 13a AP-LIPI concernant le projet d'une nouvelle taxe de surveillance des sociétés de gestion.

Pour que l'évolution technologique ne se fasse pas seulement au détriment des artistes, nous sommes également en faveur d'un renforcement de la position des auteurs dans le domaine de la vidéo à la demande. Actuellement, ces nouvelles formes d'exploitation ne génèrent pas de revenus suffisants pour les artistes, alors qu'elles enrichissent des multinationales dont la position dominante est susceptible de mettre en péril notre économie culturelle locale. **Nous soutenons la proposition de SUISSECULTURE pour l'introduction d'un droit à rémunération inaliénable des auteurs et interprètes d'œuvres audiovisuelles qui sont utilisées dans les services de vidéo à la demande.**

En vous remerciant de l'attention que vous accorderez à ces lignes, nous vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de notre considération distinguée.



Vincent Kucholl



Vincent Veillon